

Rapport sur la lutte contre la discrimination et le racisme dans le football

Résumé

Introduction

Le football a souvent été comparé à un « miroir de la société », mais cette métaphore induit en erreur. Plutôt que de refléter la société telle qu'elle est, il offre aux individus et aux groupes un terrain d'expression de leurs désirs et leurs espoirs. Le football est capable de dépasser les différences d'âge, de sexe, de culture, de religion et de classe socio-économique. Les joueurs de football proviennent des milieux des plus divers, ce qui constitue une illustration tangible de l'égalité des chances et de la méritocratie. Par ailleurs, la solidarité au sein de l'équipe, le fair-play et le respect mutuel entre les membres et envers les adversaires font partie intégrante des valeurs et des pratiques du football.

Et pourtant, ce sport qu'on appelle en anglais le « *beautiful game* » renferme un paradoxe. En effet, le football est aussi un jeu qui, à de nombreux points de vue, peut s'apparenter à un simulacre de guerre où deux équipes s'affrontent au combat en recevant les encouragements bruyants et emphatiques des spectateurs. Dans la logique du jeu, la partisanerie, l'antagonisme entre « eux » et « nous » est essentielle. Dans ce contexte, il est naturel que les supporters cherchent à intimider la partie adverse en encourageant leur équipe et à démontrer dans leurs propos et leurs actes, souvent de manière exubérante, leur confiance et leur supériorité. Mais lorsque l'opposition du « nous » et du « eux » se transforme en une exclusion symbolique de l'autre, en des propos dénigrants et insultants à caractère raciste ou discriminatoire, voire en une confrontation physique, le « *beautiful game* » perd toute sa beauté.

L'existence du racisme et de la discrimination dans le football n'a rien de secret, et elle fait honte à ce sport. Bien que de nombreuses actions aient déjà été mises en œuvre pour lutter contre ce phénomène, les observateurs et les experts estiment qu'il reste encore de trop nombreux problèmes et que les mesures prises pour y remédier n'ont pas été assez efficaces.

Le présent rapport, commissionné par l'UNESCO dans le cadre de son partenariat avec la Juventus, porte sur la discrimination et le racisme dans le football professionnel et, dans une certaine mesure, dans le football amateur et de loisir. Il présente un aperçu du contexte historique et théorique de cette problématique, et dresse un compte-rendu de la situation actuelle sur le terrain. Il résume les mesures mises en œuvre, hier et aujourd'hui, pour lutter contre le racisme et la discrimination dans le football national et international, évalue leurs effets et présente des pistes pour des initiatives et actions futures. Le présent rapport se fonde sur des recherches documentaires, sur l'étude des textes juridiques, et sur une enquête sur le terrain menée auprès d'un échantillon ciblé d'experts et d'acteurs dans plusieurs pays. Il a été complété par des rapports régionaux venant du réseau de l'Unesco.

Sa dimension est plutôt européenne, tant au niveau des sources que des exemples. L'Europe occupe une position unique dans le monde du football, car elle accueille les compétitions, les championnats et les clubs les plus importants. C'est la région où le racisme et la discrimination dans le football ont fait l'objet des recherches les plus approfondies. Plusieurs organisations de la société civile européenne ont joué un rôle de précurseurs dans la lutte contre le racisme et la discrimination dans le football. Par ailleurs, les enjeux liés aux

sommes investies et générées par le football en Europe occidentale, ainsi que la médiatisation de ce sport, ont rendu les clubs, les fédérations et l'UEFA particulièrement sensibles aux répercussions négatives de la discrimination sur le football et sur son image, en Europe et dans le monde. Il est donc logique que le continent européen occupe une place centrale dans une étude sur la lutte contre la discrimination dans le football professionnel et dans les politiques visant à lutter contre les actes de racisme et de discrimination dans le football, quelle que soit la région du monde où ils sont commis.

Si les exemples illustrant les incidents de discrimination et de racisme, ainsi que les mesures existantes pour les combattre, cherchent à être aussi divers que possible, les auteurs ne prétendent pas pour autant établir une liste exhaustive. De même, bien que leur collecte ait été le fruit de nombreuses lectures et rencontres, les exemples de bonnes pratiques doivent être considérés comme un aperçu plutôt qu'un répertoire. Les auteurs ont choisi ces exemples pour illustrer les types d'actions et les institutions les plus susceptibles d'avoir une influence.

Le rapport ne traite pas non plus des méthodes d'allocation des ressources au football, des questions d'emploi ni du football féminin. Il s'agit certes de sujets importants pouvant soulever des inquiétudes, mais, afin de satisfaire à la nécessité d'un rapport de ce type de se concentrer sur un thème principal, les auteurs ont décidé d'y faire allusion sans les traiter en profondeur.

Contexte et inventaire

Le racisme et la discrimination ne sont pas des phénomènes nouveaux dans le monde du football. Si la discrimination dans la sélection des joueurs existe depuis les origines de ce sport, beaucoup d'observateurs estiment que les années 1970 marquent un point culminant. Pendant les années 1990, le football professionnel s'est réinventé. Aujourd'hui, les équipes multi-ethniques sont devenues la norme, en particulier en Europe.

L'entrée dans le XXI^e siècle a marqué le début d'un changement important. La sensibilisation au racisme et à la discrimination, et les mesures visant à lutter contre ces fléaux ont gagné du terrain dans l'ensemble de la société, un phénomène qui s'est également reflété au sein de la communauté footballistique. Des initiatives venant d'en haut comme d'en bas ont été mises en place pour lutter contre le racisme. Aujourd'hui, le multiculturalisme est valorisé dans le sport et dans les tribunes, tandis que l'exclusion ethnique constitue une anomalie regrettable. Les parties prenantes prennent peu à peu conscience de la diversité des formes que peut revêtir la discrimination et s'accordent largement sur le fait que le football doit s'attaquer efficacement au racisme et à la discrimination pour rester le puissant outil d'inclusion et d'intégration sociale qu'il a toujours été.

Le présent rapport s'appuie sur une taxonomie du racisme faisant la distinction entre racisme « impulsif », « instrumental » et « institutionnel », une catégorisation qui a pour but d'identifier la diversité et la gravité des problèmes. Il dresse une liste de quelques-uns des incidents les plus médiatisés qui se sont produits ces deux dernières années, aussi bien pendant la Coupe du monde 2014 au Brésil que lors des matches de club qui ont eu lieu sur la même période. Ces exemples montrent que les chants et les actes racistes sont de plus en plus médiatisés et largement réprouvés. Néanmoins, ils persistent.

Le rapport présente quelques-unes des principales organisations européennes menant des activités pour surveiller les problèmes et pour sensibiliser le public et les décideurs. Cette présentation montre clairement que, si les incidents de racisme attirent à juste titre

l'attention et suscitent l'opprobre, ils sont peu nombreux comparés à la quantité de matches qui se déroulent pendant une année ou une compétition en particulier.

Une enquête ciblée a été réalisée auprès d'une quarantaine d'experts du football. Si la plupart d'entre eux convient que la discrimination demeure un problème important, ils n'évaluent pas de la même manière sa magnitude selon leur nationalité ou leur fonction. Les comportements inappropriés sont principalement associés au racisme et au sexisme, tandis que les questions liées au handicap sont davantage considérées comme des problèmes techniques à résoudre. Une grande partie des personnes interrogées considèrent que si les ligues et les clubs luttent contre le racisme et la discrimination, elles tentent également de minimiser ce phénomène, de le banaliser.

L'analyse des causes commence par quelques-unes des caractéristiques uniques du football : la forte médiatisation qui fournit une tribune aux groupes à la recherche d'un exutoire public leur permettant d'afficher des attitudes racistes et discriminatoires ; le fait que la « forte permissivité » et le « manque d'inhibition » soient des traditions profondément ancrées chez les supporters ; le « degré élevé d'organisation des supporters qui exacerbe les rivalités » et l'environnement traditionnellement « masculin » du stade, dont les mœurs sexistes semblent en partie persister, malgré l'évolution de la composition démographique du public dans les stades.

Parmi les personnes interrogées, aucune opinion majoritaire ne s'est dégagée sur l'interaction entre football professionnel et amateur concernant les comportements racistes et discriminatoires. Certains estiment que les problèmes sont les mêmes dans le football amateur (y compris dans le football junior), car les comportements et attitudes observés pendant les matches professionnels irriguent tous les terrains. D'autres considèrent que la faible médiatisation des matches amateurs limite les comportements déplacés, car les médias n'amplifient pas la situation. Enfin, d'autres encore estiment que l'observation critique du public, la « gentrification » (« l'embourgeoisement ») et l'« intellectualisation » du football ont réduit les manifestations publiques de racisme et de discrimination à tous les niveaux. Toutefois, il est également possible que les incidents discriminatoires soient simplement peu signalés au niveau amateur.

Cadre juridique

Les mesures visant à atténuer le racisme et la discrimination dans le football s'inscrivent dans deux catégories plus larges : la lutte contre la violence en général dans le sport et la tentative d'abolition de la discrimination dans la société. Diverses dispositions normatives et juridiques allant des conventions internationales aux lois nationales s'attaquent à ces problèmes. Au niveau international, les conventions, les recommandations et les instruments juridiques des Nations Unies, de l'UNESCO, de l'Union Européenne et du Conseil de l'Europe fournissent de nombreuses lignes directrices. Les législations nationales adoptées en Italie, en France, au Royaume-Uni, en Belgique, en Espagne, au Brésil, en Allemagne, en Hongrie et en Uruguay illustrent l'étendue et la force des mesures juridiques spécifiques qui peuvent s'appliquer aux intentions et comportements violents, racistes et discriminatoires.

D'après l'enquête, les outils juridiques disponibles pour lutter contre la violence physique et symbolique sont largement adéquats dans de nombreux pays. On peut citer par exemple :

- les accords internationaux applicables ;
- les lois qui bannissent spécifiquement le racisme et les discriminations ou qui en font un facteur aggravant dans les condamnations pour d'autres délits ;

- les ordres d'interdiction administratifs ou judiciaires, les interdictions de stade et l'obligation de présentation à un poste de police qui s'applique aux personnes ayant été condamnées pour conduite violente ou discriminatoire par le passé ;
- les lois criminalisant les comportements discriminatoires dans le contexte sportif ;
- les lois visant le renforcement de l'inclusion et de la diversité ;
- les institutions *ad hoc* chargées de surveiller la violence et la discrimination dans le contexte sportif ou dans le football en particulier.

L'innovation la plus importante de ces dernières années a été l'introduction et la généralisation des interdictions de stade et des mesures qui s'y rapportent. Si ces interdictions ont manifestement pour objectif d'être dissuasives, elles ont également une fin punitive, car elles privent les supporters du droit d'assister à des manifestations sportives au nom de la prévention. Plusieurs chercheurs et experts remettent également en cause la généralisation des sanctions non judiciaires, qui impliquent dans une certaine mesure le remplacement des actions judiciaires par des actions administratives. En outre, les experts interrogés dans le cadre de l'enquête se sont montrés particulièrement critiques concernant la lenteur ou l'inadéquation de la mise en œuvre des lois relatives au racisme et à la discrimination appliquées au football.

Les acteurs institutionnels et leurs actions

Les acteurs institutionnels qui participent activement à la surveillance et à la lutte contre les comportements racistes et discriminatoires sont divers. Par ailleurs, ils ne sont pas toujours interdépendants et leurs actions manquent parfois de coordination. Parmi ces acteurs, on peut citer :

- la FIFA, qui organise les Coupes du monde de football (masculine, féminine, toutes classes d'âge confondues) ;
- les confédérations continentales, les fédérations nationales et les ligues professionnelles ;
- le Comité Olympique International (CIO), qui dispose de ses propres prérogatives et priorités ;
- le Tribunal Arbitral du Sport (TAS), qui peut être appelé à rendre des décisions qui, bien que non contraignantes, sont généralement appliquées ;
- plusieurs ONG européennes ou internationales telles que FARE ou CAFE, qui jouent un rôle d'observation et d'activisme en faveur de l'inclusion et de la lutte contre la discrimination ;
- plusieurs ONG nationales (en Angleterre, au Brésil et en France, par exemple), qui se servent des médias et/ou de leurs relations avec d'autres organisations pour sensibiliser le public et participer à des campagnes de lutte contre la discrimination.

Les organisations sportives peuvent prendre (et prennent) des mesures punitives énergiques, par exemple infliger des amendes à des personnes ayant commis des infractions ; signaler ces dernières aux autorités judiciaires, les exclure des stades, à titre individuel ou groupé, immédiatement ou suite à une infraction ; fermer partiellement ou complètement les stades

pendant les matches ou encore prendre des sanctions sportives, par exemple retirer des points et/ou exclure ou reléguer des équipes.

Aux mesures punitives viennent s'ajouter les actions de prévention et de sensibilisation, qui constituent des éléments importants de la situation globale. Les campagnes sont le principal outil de prévention utilisé dans le monde du football en tant que tel, mais les opinions divergent quant à leur efficacité. La formation et la sensibilisation peuvent être utilisées sur plusieurs fronts : formation de professionnels pouvant toucher et guider les joueurs et le public, sensibilisation du grand public, sensibilisation et implication des médias et sensibilisation dans le milieu scolaire. Les documents d'orientation tels que ceux produits au Royaume-Uni peuvent remplir différentes fonctions et doivent être davantage utilisés.

Obstacles et barrières

On constate une déception largement partagée : malgré les progrès considérables qui ont été réalisés, il semble qu'on ait atteint un plafond et que la discrimination « résiduelle » soit difficile à éliminer. Pour comprendre la persistance tenace du racisme et des discriminations dans le football, il est nécessaire de mener à bien une réflexion interdisciplinaire sur le rapport entre les origines et la pratique du football et les transformations de la société qui ont eu lieu au fil du temps, ainsi que sur la légitimité perçue des acteurs chargés de combattre les pratiques inacceptables.

La première perspective analytique porte sur la logique de ce sport en lui-même. Selon la théorie de la civilisation développée par Norbert Elias, on peut voir dans le football un moyen de civiliser les instincts de guerre archaïques et de satisfaire les besoins sociaux que la civilisation a enfouis, mais n'a pas éradiqués du psychisme humain. Selon cette théorie, le football possède une fonction « cathartique » qui explique le besoin persistant d'humiliation agressive du rival et le recours à la violence verbale dans le but de déstabiliser l'adversaire par tous les moyens.

L'analyse anthropologique du football développée par Christian Bromberger met à jour la puissance de la logique partisane. Elle explique notamment le « langage de la rivalité partisane » solidement ancré dans la nature binaire des confrontations footballistiques et inséparable de l'espace spécifique du stade de foot, où les émotions et les propos injurieux normalement bannis sont essentiels à la construction de la solidarité et de la cohésion du groupe.

Une analyse des concepts d'« insulte » et de « politesse », fondée sur les résultats d'études sociolinguistiques, dissèque les mécanismes et les pratiques de dénigrement verbal dans la vie sociale. Les figures rhétoriques de la métaphore et de l'hyperbole, qui jouent un rôle important dans la discrimination contre les « autres », peuvent parfaitement s'appliquer au contexte du stade de foot, notamment en ce qui concerne le « soulagement cathartique » qu'elles offrent.

Le dysphémisme (terme se rapportant à l'utilisation de propos injurieux) est un autre concept qui aide à comprendre comment les individus et les groupes utilisent le langage pour « dénigrer, humilier et rabaisser ». Dans le même temps, la société redéfinit en permanence le « critère de politesse de la classe moyenne », une sorte de paramètre par défaut des utilisations du langage qui sont considérées comme acceptable. Il explique, par exemple, que les gens soient de plus en plus sensibles aux remarques racistes et discriminatoires dans toutes les sphères de la société, y compris dans le milieu du football. Si l'on veut changer les habitudes et traditions linguistiques au sein du stade de foot, il est

essentiel de comprendre les mécanismes et les effets (ainsi que les pièges) du « politiquement correct », qui influe sur ce paramètre.

Enfin, la perte de légitimité institutionnelle des principaux acteurs internationaux constitue un obstacle de taille dans la lutte contre le racisme et la discrimination dans le football. Bien que la FIFA et l'UEFA affichent un bilan positif dans ce domaine et soient à l'origine de politiques crédibles et d'initiatives innovantes, les enquêtes montrent que ces deux organismes souffrent, pour des raisons diverses, d'un manque de confiance du public en leur sincérité et en leurs dirigeants.

Le présent rapport fournit un aperçu des initiatives récentes et s'intéresse à leurs limites, mettant notamment l'accent sur l'inefficacité et l'inadéquation des sanctions collectives. En même temps, il convient de prêter davantage attention au nombre croissant d'accusations de racisme et de discrimination utilisées comme des armes rhétoriques simplistes dans le débat public, et parfois encouragées par certains médias.

Conclusions et recommandations

Le football n'est pas seulement une activité sociale dont les supporters doivent être sensibilisés. C'est aussi une discipline qui possède les attributs d'un puissant outil éducatif. La popularité, l'accessibilité et la simplicité de ce sport transforment chaque terrain et stade de foot en un espace potentiel d'instruction civique.

De nombreux acteurs du monde du football en sont conscients et souhaitent faire le meilleur usage possible du potentiel du sport afin de faire évoluer la société. Ce rapport présente une série de bonnes pratiques pouvant servir d'inspirations et d'exemples permettant de réaliser cet objectif de manière efficace.

- En Angleterre, la lutte contre la discrimination dans le sport rassemble l'ensemble des clubs et une ONG dédiée (Kick It Out), qui partagent documents d'orientation, campagnes et analyses des progrès.
- La France a mis en place pour le football féminin un plan de développement transversal et à moyen terme, où tous les niveaux, fonctions et parties prenantes sont impliqués.
- En Italie, des dispositions juridiques prévoient que les auteurs d'actes racistes ou discriminatoires s'engagent à changer leur comportement en participant à une campagne ou à des activités citoyennes au lieu de recevoir une sanction.
- L'Italie, l'Espagne et le Brésil disposent chacun d'une autorité de surveillance officielle des incidents de discrimination et de racisme.
- L'Allemagne a mis en place une série de mécanismes, notamment : un prix récompensant tous les ans un engagement remarquable en faveur de la tolérance ; des mesures de formation pour les entraîneurs ; des lignes directrices relatives à l'intégration des demandeurs d'asile dans les clubs ; des rapports sur les progrès réalisés et le soutien de projets ou initiatives spécifiques.

En conclusion, le rapport recommande de :

- Mettre à profit les enseignements tirés de la réussite globale du politiquement correct, qui a contribué à changer l'emploi du vocabulaire. Aucun instrument n'est plus efficace que l'autorégulation des supporters. En tirant les leçons de l'histoire du

politiquement correct, il est possible de favoriser la création d'un environnement où l'autocensure modifie les habitudes et les traditions linguistiques au sein du stade de foot.

- Infliger aux supporters et à d'autres acteurs coupables d'actes discriminatoires des sanctions à titre individuel. Les sanctions collectives sont contraires à l'éthique, très controversées et contreproductives. Il est aujourd'hui possible d'identifier et de sanctionner les individus faisant preuve d'un comportement inadéquat en ayant recours aux technologies modernes et en travaillant en étroite collaboration avec les autorités. Par ailleurs, il peut s'avérer plus judicieux de sanctionner les auteurs de délit en leur proposant des travaux d'intérêt général qu'en leur infligeant des amendes.
- Prendre au sérieux l'impératif moral d'éducation et de sensibilisation. Le rôle essentiel de la sensibilisation et de l'éducation dans la lutte contre le racisme et la discrimination fait l'unanimité. Les initiatives locales menées par différents clubs et organisations de la société civile sont utiles et efficaces. En plus de remettre en cause le recours au racisme et à la discrimination chez les supporters, il convient d'effectuer un travail de sensibilisation humaniste plus large pour fournir des alternatives au modèle ultra-compétitif actuel du sport.
- Développer, au sein des clubs professionnels, un concept durable de « gestion de marque citoyenne ». En leur qualité d'entreprises à part entière, les clubs professionnels doivent accorder davantage d'attention à la responsabilité sociétale des entreprises qui accompagne l'augmentation de leur pouvoir économique. L'engagement en faveur d'une vision à long terme et d'une pérennité des efforts pourrait venir d'un groupe visionnaire de clubs qui introduirait un label de qualité auquel participeraient des ambassadeurs de la marque et des groupes de supporters.

Le rapport termine sur plusieurs suggestions *ad hoc* proposées par les personnes interrogées, et quelques conseils à l'intention des clubs, ligues et fédérations formulés par les auteurs. Ils appellent notamment ces acteurs à considérer les supporters comme des alliés dans la lutte contre le racisme et la discrimination, à inclure dans leur réflexion des acteurs n'appartenant pas directement à la communauté footballistique, et à bénéficier davantage des travaux de recherche académique qui sont menés dans le domaine de la responsabilité sociétale de l'entreprise.